

caractère, les habitudes, les coutumes et même les préjugés sont les mêmes que les vôtres.

M. Blaine disait encore :

Si les Canadiens veulent avoir l'avantage du marché américain, ils doivent devenir citoyens américains.

Et le général Butler :

Le Canada soupira après un traité de réciprocité. Laissons-le soupirer jusqu'à ce qu'il consente à entrer dans l'union.

Le sénateur Carlyle donna les raisons pour lesquelles il était en faveur de la réciprocité :

Je suis favorable à la réciprocité, parce que c'est le moyen d'amener le Canada sous notre drapeau.

Le sénateur Depew, un homme qui jouit d'une grande importance à l'heure qu'il est, disait :

Je suis en faveur de la réciprocité, parce que c'est le moyen d'avancer la marche du drapeau américain depuis les Chutes Niagara jusqu'au pôle nord.

M. Bullock, le président de la Chambre de Commerce de Boston, disait :

La voie la plus facile pour parvenir à la réciprocité avec nos voisins, c'est d'accepter sir Richard Cartwright comme sénateur de l'Etat de l'Ontario.

Le premier ministre disait qu'il espérait pouvoir—et qu'il ferait tous ses efforts en ce sens s'il devenait premier ministre du Canada,—concilier le peuple américain.

Après cela, est-ce que les hommes publics américains n'étaient pas en droit d'espérer, lorsque la commission internationale s'est réunie, que tout ce qu'on avait attendu de l'union commerciale, ou de la réciprocité absolue, serait accordé aux Etats-Unis ? C'est peut-être là la cause de l'échec que l'on a éprouvé. Les commissaires canadiens auraient osé faire un traité de réciprocité sur les bases que je viens d'indiquer ? C'est peut-être la raison de leur insuccès, et plutôt que de rompre les négociations, ils les ont suspendues et ont ajourné jusqu'au mois d'août prochain, afin de ne pas être obligés d'expliquer à la Chambre les offres qu'ils avaient faites aux commissaires américains, et de soustraire ainsi leur conduite à la discussion et aux critiques des membres de cette Chambre.

Je présume que cela n'est pas contraire aux usages parlementaires, mais je pense que la chose est très importante pour nous, et que le pays devrait savoir, avant la fin de cette session, quelles sont les propositions qui ont été faites par les deux parties. Il y a quelques rares articles au sujet desquels un traité de réciprocité serait avantageux au Canada. L'industrie laitière ne profiterait aucunement d'un pareil traité, parce que les Etats-Unis et le Canada produisent dans cette branche de commerce, plus qu'ils ne peuvent consommer. Les deux pays se font concurrence sur le marché anglais.

M. MOORE.

La réciprocité ne nous serait pas avantageuse pour la plupart de nos produits, mais nos cultivateurs en bénéficieraient pour la vente de quelques-uns de leurs produits. Ce serait peut-être un avantage d'avoir le libre accès du marché américain pour vendre nos pommes de terre, notre orge, nos pois, notre avoine et notre foin. Mais comment pouvons-nous aujourd'hui demander aux Etats-Unis d'ouvrir leur marché aux produits que je viens de mentionner ? Nous leur disons : nous admettons votre maïs en franchise. Mais il nous répondent : C'est vrai, mais vous avez agi ainsi dans votre propre intérêt; vous n'avez rien demandé en échange et si nous faisons des concessions, vous devez être prêts à nous en faire d'autres. Les libéraux ont perdu leur plus belle chance de faire un traité de réciprocité concernant les produits agricoles, lorsqu'ils ont aboli les droits sur le maïs.

L'on ma dit que l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton), rendu à Washington, avait déclaré par écrit que le gouvernement avait fait une grande faute en admettant le maïs en franchise. Quant à nous, nous croyons qu'il a commis une erreur en accordant aux Etats-Unis la plus grande faveur que ceux-ci pouvaient espérer de nous en ce qui concerne les produits de leur sol, sans stipuler aucun avantage équivalent en échange. Le maïs est un des principaux produits agricoles de nos voisins ; ceux-ci en ont beaucoup plus qu'il n'en faut pour les besoins de la consommation domestique, et ils cherchent des marchés par tout le monde afin de pouvoir écouler cet article. Le Canada est, pour ce produit, leur meilleur marché, et les Américains ont été surpris de voir que le nouveau tarif canadien enlevait les droits sur le maïs, sans demander absolument rien en retour.

Il y a des années que je suis d'avis qu'il est temps de cesser de nous mettre aux genoux des Américains. Nous avons un pays aussi grand que le leur, un pays dont les perspectives d'avenir sont plus brillantes que le leur. Nous avons un sol plus fertile et plus riche. Notre population n'est que de 5,000,000 d'habitants, tandis que la leur est de 72,000,000, et ils repoussent aujourd'hui l'immigration. La meilleure portion de leur territoire est occupée, et le résultat que nous constatons, c'est que l'Europe jette maintenant sur nos rives l'écume de sa population qui vient grossir la nôtre. C'est de cet accroissement numérique que les honorables membres de la droite sont si fiers.

Nos forêts, nos pêcheries et notre sol sont plus riches, et nous avons une population de 5,000,000 d'habitants, mais cette population est bien supérieure à une population de 5,000,000 que l'on pourrait choisir dans tout autre pays. Je me demande comment il se fait que le Canada ne puisse vivre de sa propre vie, sans compter sur les Etats-Unis, et sans faire croire à ceux-ci que nous avons besoin d'eux pour exister. Nous désirons vivre en bons termes avec nos voisins, mais nous vou-